



CST du 8 juin 2026

Déclaration liminaire

Il y a quinze jours, lors de la rencontre avec le Président de Région, la CGT a porté de nombreuses revendications sur les effectifs, les recrutements, les remplacements, les salaires, les carrières, les conditions de travail ou encore l'avenir des services publics régionaux.

Force est de constater qu'à ce jour, aucune réponse concrète n'a été apportée.

Pourtant, les signaux d'alerte se multiplient.

Dans les lycées, nous assistons depuis plusieurs semaines à une multiplication des refus de renouvellement de contrats de remplacement, y compris lorsque les absences se poursuivent jusqu'en juillet. Des postes restent vacants, des équipes déjà fragilisées doivent absorber des charges de travail supplémentaires et les conditions d'exercice des missions continuent de se dégrader.

Les remontées du terrain convergent toutes vers le même constat : les agents ont le sentiment que les considérations budgétaires prennent désormais le pas sur les besoins réels des établissements et sur les conditions de travail.

Pour la CGT le service public ne peut pas être assuré durablement en demandant toujours plus à des équipes qui sont déjà à l'os.

Nous rappelons qu'en huit ans, ce sont près de 500 emplois permanents qui ont disparu dans les lycées. Dans le même temps, les besoins n'ont pas diminué, bien au contraire. Chaque poste non remplacé, chaque contrat non renouvelé, ce sont des missions reportées, une dégradation des conditions de travail et une nouvelle perte de sens pour les agents.

Nous refusons que les agents deviennent la variable d'ajustement des contraintes budgétaires.

La CGT demande donc toute la transparence sur les arbitrages et consignes données aux services concernant les recrutements et les remplacements. Nous voulons savoir si des objectifs d'économies sont aujourd'hui imposés aux établissements et aux directions au détriment du fonctionnement des services.

Nous demandons également que les engagements pris devant les organisations syndicales sur les recrutements, la déprécarisation et le maintien des effectifs soient respectés.

Les agents attendent autre chose que des discours. Ils attendent des actes, des moyens et une véritable reconnaissance de leur travail.

La CGT continuera à porter leurs revendications et à défendre un service public régional de qualité, avec les effectifs nécessaires à son bon fonctionnement.